



Parc national  
du Mercantour

## Décision individuelle N° 2022-217

**Pétitionnaire** : Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE)  
**Adresse** : UMR RECOVER – FRESHCP 3275 route de Cézanne – CS 40061 13182 Aix-en-Provence cedex 05  
**Nature de la demande** : Circulation des véhicules motorisés ou non motorisés (circulation nautique)  
**Intitulé du projet** : Maintenance des dispositifs de suivi thermie et pression  
**Localisation** : Lac d'Allos, commune d'Allos

### La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, R.331-64 et R.331-67

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 15

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 28 et 31 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** la décision n°2015-193 du 15 juillet 2015 autorisant l'IRSTEA à effectuer une activité scientifique sur le lac d'Allos ayant pour objet la mise en place et le suivi d'un dispositif d'enregistrement en continu et à long terme de la température et de la pression des eaux dans le cadre du réseau « lacs sentinelles »,

**Vu** l'arrêté du directeur n°2015-02 du 11 août 2015 réglementant certaines activités sportives et de loisirs dans le cœur du parc national, notamment son article 1,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 5 mai 2022 par Madame PEROUX Tiphaine, technicienne de recherche au sein de l'UMR RECOVER de l'INRAE,

**Considérant** que la demande porte sur l'accès et la circulation de personnes en véhicule nautique sur le lac d'Allos, afin de pouvoir procéder à la maintenance des sondes installées dans le cadre de la décision n°2015-193 sus-visée,

**Considérant** que la demande entre dans le cadre des activités scientifiques pour lesquelles une possibilité de dérogation est prévue dans l'arrêté n°2015-02 sus-visé,

**Considérant** la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

**DÉCIDE**

## **Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande**

L'UMR RECOVER de l'INRAE, représenté dans le cas présent par Madame PEROUX Tiphaine technicienne de recherche, est autorisé à accéder, circuler et stationner en véhicule nautique sur le lac d'Allos, situé dans le cœur du parc national.

## **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. La circulation et le stationnement sur le lac d'Allos sont autorisés en véhicule nautique à condition que celui-ci soit équipé d'un moteur exclusivement électrique.

2.2. La circulation et le stationnement sur le lac d'Allos sont autorisés en véhicule nautique avant 10h30 et après 18h00.

## **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée pour la période du 28 juin au 30 juin 2022.

## **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

## **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ni des droits des tiers.

## **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## **Article 7 : Responsabilité**

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

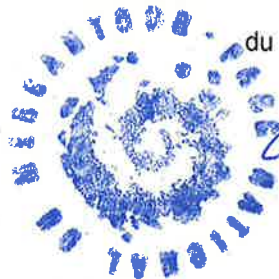
## **Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 9 juin 2022

La Directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour

Sandrine GRANDFILS



Copies :

- service territorial Ubaye-Verdon

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.